

COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe
Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE •• PARAIT MERCREDI & SAMEDI PRIX: 0,30 F

MERCREDI 30 JUILLET 1975

SOGET

LES TRAVAILLEURS DOIVENT REFUSER D'ETRE JETES A LA RUE

Dans une lettre adressée aux différents syndicats du bâtiment, la direction de la S.O.G.E.T. (entreprise du bâtiment et des travaux publics) annonce le licenciement d'environ 150 ouvriers pour le mois d'août. Il semble qu'il y ait eu également une vague de licenciements au mois de juillet : la raison avancée par la S.O.G.E.T. pour justifier ces licenciements est l'insuffisance des chantiers, consécutive à un ralentissement des affaires dans le bâtiment et les travaux publics.

En fait, ces licenciements sont la conséquence directe de la crise qui sévit à l'échelle mondiale et qui commence à se faire sentir ici même en Guadeloupe. Il est vrai que cette dernière provoque un ralentissement des affaires, et bien entendu le bâtiment n'en est pas épargné... Mais il est aussi vrai que leur profit diminuant, du fait de cette crise, les capitalistes préfèrent faire payer la note aux travailleurs. C'est justement le cas en ce qui concerne les patrons de la S.O.G.E.T. face aux difficultés nées de la crise, ces derniers n'ont eu qu'une seule idée en tête : réduire le personnel afin de payer moins de salaire.

Seulement les travailleurs ne peuvent aucunement accepter d'être les dindons de la farce. Ce sont les capitalistes qui sont responsables de la crise, c'est le système

économique dont ils sont les promoteurs qui, à cause de son incohérence et de son anarchie provoque ce désordre général qu'est la crise. C'est donc aux capitalistes eux-mêmes d'endosser les responsabilités. C'est pourquoi les travailleurs menacés d'être licenciés, doivent refuser le licenciement et se battre pour conserver leur emploi. Il leur appartient dès maintenant d'exiger la répartition du travail entre tous sans diminution de salaire. S'il y a du travail pour 100 ouvriers qui travaillent 8 heures, il doit y en avoir pour 200 qui travaillent 4 heures par jour. C'est cela que les ouvriers de la SOGET doivent imposer, et ceci sans que leur salaire en soit réduit... Car les profits colossaux que les patrons ont accumulés lorsque les affaires marchaient bien, sont une réserve où ils peuvent puiser. Ce n'est donc pas l'argent qui leur manque. Il faut les contraindre tout simplement à diminuer leurs profits. En licenciant 150 travailleurs c'est plusieurs centaines de personnes que les patrons de la S.O.G.E.T. privent de moyens de se nourrir. Les travailleurs ne doivent donc éprouver aucune gêne à les forcer à réduire sur leur profit. Et cela ils ont le moyen de le réaliser. Il convient notamment qu'ils obtiennent des directions syndicales non seulement qu'elles s'opposent à ces licenciements à la S.O.G.E.T. mais qu'elles

engagent une lutte de tous les travailleurs du bâtiment contre le licenciement. Car ce qui se passe à la SOGET... aujourd'hui se reproduira à coup sûr, à la Colas, à la STR, à Quillory St Maur etc... C'est donc tous les travailleurs du bâtiment qui sont menacés. C'est seulement une riposte commune de leur part qui peut faire reculer les patrons. En Martinique les travailleurs de Jardin-Billard et de la Colas ont pu grâce à leur lutte et à leur détermination contraindre les patrons à rentrer leur calendrier de licenciement et à embaucher tous les ouvriers. Les travailleurs de la S.O.G.E.T. le peuvent également si au lieu de rester chacun dans son coin, ils s'organisent, portent leur licenciement sur la voie publique au moyen de tracts et de meetings, de manifestations, et s'ils appellent ceux qui sont encore en poste à se battre avec eux, y compris en décrétant la grève.

Face aux licenciements, exigeons :
La répartition du travail entre tous sans diminution de salaire !!
La suppression des heures supplémentaires !
L'ouverture de grands travaux (construction d'écoles, de routes etc...) permettant de donner du travail à tous !!

FORT DE FRANCE

DRAGAGE

ENCORE UN ACCIDENT DE TRAVAIL

Juste au moment où l'inspecteur du travail était en tournée d'inspection sur le chantier de la rivière Madame, et ceci pour répondre à notre demande, un grave accident de travail survint le vendredi 25 juillet. Un ouvrier soudeur qui était en train de démonter des panneaux fut brulé gravement par l'explosion d'une bouteille de gaz, et sous l'effet de cette explosion, chuta d'une hauteur de 10 mètres environ. La responsabilité des patrons est d'autant plus grande que les dirigeants syndicaux les avaient mis au courant de l'état défectueux du chalumeau dont se servait l'ouvrier en question.

Mais le patron avait refusé catégoriquement d'en tenir compte ; et ce qui devait

arriver arriva. Dans de telles conditions, on se demande si on doit encore parler d'accident. Ce n'est d'ailleurs pas un fait isolé : Il y a un peu plus d'un mois, un panneau de voile tombant d'une hauteur a failli écraser 4 ouvriers ferrailleurs, sur le même chantier. Mais cette alerte n'avait pas suffi pour faire entendre raison au patron.

Pour protester contre ce qui est arrivé vendredi à notre camarade, nous avons débrayé pendant environ une heure. Mais nous savons bien que pour faire reculer les patrons de Dragage, il faudra une véritable mobilisation des travailleurs.

LORRAIN

RESULTAT DU 2^e TOUR DES ELECTIONS PARTIELLES

Au deuxième tour des élections municipales partielles du Lorrain, la liste "d'action municipale", conduite par Melle Pharoze, l'emporte avec 1979 voix sur celle conduite par M. Allaguy-Sallachy, "union des citoyens pour le progrès" qui recueille 999 voix. La participation des électeurs à ce tour fut faible, et même légèrement en baisse par rapport au premier tour.

Directeur de publication : M.E. ZOZOR
Commission paritaire : N° 51 728
Ronéo du journal : Pointe-à-Pitre
Correspondence : G. BEAUJOUR
B.P. 214 P.A.P.
B.P. 386 F.D.F.
4ème supplément au mensuel N° 52

PORTUGAL

mise en place d'un directoire militaire

Le vendredi 25 juillet, l'assemblée générale du MFA a finalement concentré le pouvoir entre les mains d'un directoire militaire, composé de Costa Gomes, président de la république, considéré comme "modéré", Vasco Gonçalves, premier ministre, proche du PCP, et Otelo de Carvalho, chef du COPCON, que l'on dit proche des milieux "gauchistes".

La composition de ce directoire satisfait ainsi les différentes tendances qui évoluent au sein du MFA. Cependant, beaucoup considèrent cette décision comme un replâtrage qui ne saurait être que provisoire. Effectivement, les trois hommes représentent trois conceptions différentes de l'orientation à donner à la politique portugaise. Gonçalves et surtout Carvalho sont des militaires "progressistes", favorables à des mesures plus radicales, tandis que Costa Gomes préférerait plus de modération. On peut donc s'attendre effectivement, à plus ou moins brève échéance, à des dissensions, sinon

à un éclatement du MFA, qui aboutirait soit à la mise en place d'une dictature militaire de type classique, soit à une dictature militaire "de gauche", du genre de celle qui existe actuellement au Pérou. Quoi qu'il en soit, ce sont d'ores et déjà les militaires, et eux seuls, qui détiennent le contrôle du pouvoir, la classe ouvrière en étant totalement exclue. Il est assez lamentable de voir, dans les événements actuels, les partis ayant une influence au sein de la classe ouvrière, qu'il s'agisse des socialistes, des communistes ou même des maoïstes, s'abriter chacun derrière "son" général, en espérant qu'il l'emportera.

Voilà à quoi ils sont réduits, après avoir été écartés du gouvernement. S'il ne s'agissait que des dirigeants de ces organisations, ce serait plutôt risible. Mais le plus grave est que c'est la classe ouvrière dans son ensemble qui va sans doute faire les frais de cette veulerie politique.

ECHOS DE LA VISITE DE STIRN

A Lauricisque : QUELQUES J.C. ATTAQUÉS PAR DES NERVIS UDR

Le vendredi 25 au matin, Olivier Stirn visitait Lauricisque en compagnie du conseil municipal de P-à-P, dont la délégation était dirigée par H. Bangou. Quelques jeunes de la JC (Jeunesse Communiste) étaient venus manifester leur opposition à la politique de Stirn, et avaient déployé une banderole réclamant entre autres l'autonomie. Ils furent alors assaillis par des nervis de l'UDR à la solde de Baptiste, relayés par les CRS qui tentèrent de les embarquer dans leur fourgon avant l'arrivée de Stirn.

L'intervention de Bangou permit de mettre fin aux violences policières. Le lendemain étaient répandus dans Pointe-à-Pitre des tracts signés "Brigade de défense des libertés" et qui affirmaient qu'il s'agissait d'un premier avertissement. Le tract, adressé à Bangou, soulignait notamment l'ambiguïté de son comportement à l'égard du "représentant de notre patrie".

Le samedi soir, le PC et la JC organisaient aux tours de la Gabarre un meeting de protestation auquel assistait une centaine de personnes, environ autant se trouvant à leur balcon. On y vit les membres de la JC défier (mais un peu tard) les nervis UDR de revenir parader à Lauricisque. Le reste du meeting consista essentiellement en un traditionnel appel à renforcer les rangs de la JC, de l'Union des Femmes et du PCG.

Face aux agissements des nervis de l'UDR, nous ne pouvons naturellement que soutenir les jeunes de la JC. Mais il est pour le moins navrant de constater que les bandes de l'UDR se permettent de parader impunément à Lauricisque, considéré comme un des bastions du PC. (Ils ont parait-il, installé leurs drapeaux la veille au soir, et les ont gardés toute la nuit). Et l'attitude pour le moins équivoque de Bangou et du PCG à l'égard du pouvoir colonial, ne peut que favoriser une telle arrogance.

STIRN ET LE SPORT : CÔTÉ FACE, ET CÔTÉ PILE !

La radio et la télévision ont fait état du télégramme qu'Olivier Stirn a fait parvenir à Claire Valentin vainqueur du tour de la Martinique pour lui adresser ses vives félicitations. Auparavant notre secrétaire d'état aux DOM-TOM avait été montré en compagnie de sportifs sur la piste des Abymes. C'est la marque de l'intérêt que M. Stirn porte au sport. Mais ce n'est que côté face. Côté pile, le bilan du gouvernement colonialiste en matière d'équipements sportifs scolaires est on ne peut plus ternes : à cause de la pénurie d'équipements sportifs, et de l'insuffisance d'enseignants d'EPS (éducation physique et sportive), la moyenne scolaire en EPS se situe au-dessous de 2 heures par semaine au lieu de 5 heures. Avec une telle politique, la Guadeloupe ne risque pas d'avoir beaucoup de champions ! Cela M. Stirn ne l'ignore point. Il lui est facile d'écrire un télégramme et de serrer des mains, en un mot, d'user de la démagogie. Mais qu'il se rassure, il ne trompe personne. Bien peu nombreux sont ceux qui se laissent prendre par cette politique faite de beaux sourires et d'hypocrisie !

A L'ALLER : GREVE DANS L'AVION UN VOYAGE MOUVEMENTÉ...

Profitant du voyage de Stirn, le personnel navigant du vol AF 255 de jeudi 24 s'est mis en grève.

La grève fut totale, et c'est ainsi que les passagers se retrouvèrent livrés à eux-mêmes, sans hôtesse mais surtout sans nourriture, sans distractions, notamment sans cinéma. Ils se contentèrent de l'eau des lavabos, même pour le biberon des bébés.

Ce quatrième voyage fut sans nul doute le plus long pour Stirn. Espérons que cette leçon lui servira.

SOLIDARITÉ AVEC DESMOND TROTTER !

NOUS PUBLIONS ICI LE TEXTE DU MESSAGE DE COMBAT OUVRIER TRANSMIS AU MEETING ORGANISÉ PAR LE G.R.S. LE 21 JUILLET A FORT-DE-FRANCE.

Sous de fausses accusations, le gouvernement réactionnaire de la Dominique, dirigé par Patrice John, s'appête à assassiner Desmond Trotter, militant anti-colonialiste.

En réalité, c'est parce que Desmond Trotter lutte contre le système d'oppression qui sévit en Dominique, que P. John, homme de paille de l'impérialisme, veut se débarrasser de lui.

Le gouvernement sanguinaire de la Dominique espère accomplir son forfait dans le silence. Mais il se trompe lourdement. Car de nombreuses protestations s'élèvent dans toute la Caraïbe. Ces protestations doivent être les plus puissantes possibles, car il en va de la vie d'un militant anticolonialiste. C'est pourquoi C.O. a répondu à l'appel lancé en ce sens par le G.R.S.

C.O. proteste énergiquement contre la répression qui s'abat sur Desmond Trotter et ses camarades, quelles que soient les divergences politiques qui pourraient nous séparer de ces militants, et c'est un devoir élémentaire pour tous les partis politiques et organisations se réclamant des travailleurs, pour tous les démocrates, de se joindre à ce mouvement de protestation.

**A BAS LA REPRESSION EN DOMINIQUE !
LIBEREZ DESMOND TROTTER !**

la conférence d'Helsinki un "machin" de plus

Ce mercredi 30 juillet doit en principe s'ouvrir à Helsinki une conférence au sommet réunissant 35 chefs d'état, dont le président des Etats-Unis et le principal dirigeant de l'Union Soviétique, Léonid Brejnev. Le but de la conférence est officiellement la consolidation de la paix en Europe, entre autres par la reconnaissance des frontières actuelles, issues de la seconde guerre mondiale.

Etant donné l'importance des participants, on ne manque pas de nous présenter ladite conférence comme un événement capital pour l'avenir de la politique mondiale, comme un pas décisif dans la voie de la coexistence pacifique entre les deux blocs, etc... La "poignée de main dans l'espace" entre les cosmonautes russes et américains serait le symbole de cette nouvelle politique.

On peut s'attendre, effectivement, à ce que les divers participants à la conférence d'Helsinki ne ménagent pas les belles déclarations sur la volonté de paix de leurs pays respectifs. Mais les déclarations sont une chose, et la réalité en est une autre. Et la réalité, c'est que les divergences fondamentales d'intérêts entre l'URSS et les pays impérialistes, avec à leur tête l'impérialisme américain, demeurent. Et ce ne sont pas les récentes déclarations de Kissinger selon lesquelles l'URSS s'intéresserait de trop près à la situation au Portugal, qui viendront nous démentir. Sans parler, naturellement, de la perpétuelle lutte d'influence que se livrent les "deux blocs", notamment au Moyen-Orient. Les discours ronflants sur la coexistence pacifique ne sont en fait que de la poudre aux yeux, et la conférence d'Helsinki n'est qu'un "machin" de plus, bien incapable de supprimer les causes d'un conflit qui met en jeu les intérêts vitaux des uns et des autres.